

De l'urgence à la relance : les priorités pour les ASBL

Le non-marchand, qui se remet tout doucement de l'urgence, doit se préparer à un rebond de la pandémie. Bruno Gérard, directeur de Bruxeo, et Dominique Van de Sype, secrétaire général de l'UNIPSO, analysent pour MonASBL.be les priorités pour le secteur en période de déconfinement et à plus long terme.



En Belgique, [les activités reprennent doucement leurs cours](#). Certaines ASBL vont ou ont déjà rouvert leurs portes, alors que d'autres tentent encore de se remettre de l'urgence sanitaire.

Interrogés par MonASBL.be, Bruno Gérard, directeur de Bruxeo (confédération représentative des entreprises à profit social bruxelloises), et Dominique Van de Sype, secrétaire général de l'UNIPSO (confédération intersectorielle des employeurs du secteur à profit social en Wallonie et en Fédération Wallonie-Bruxelles), analysent les priorités et les défis pour le non marchand après la crise sanitaire. Et, surtout, comment le non marchand doit se préparer à un éventuel rebond de la pandémie.

Lire aussi : [Les ASBL survivront-elles à la crise sanitaire ?](#)

Quelles leçons devons-nous tirer de cette crise ?

Dominique Van de Sype : Sur le moyen terme, notre positionnement c'est de dire : c'est sympa d'applaudir à 20h, mais il faut une prise de conscience. Ce qui a fonctionné, c'est le filet de protection sociale. Il y a une communauté d'intérêts : pour que le non marchand fonctionne, il faut que l'économie fonctionne et vice versa. La relance économique et la reprise du non marchand sont étroitement liés.

Bruno Gérard : Ce qu'on observe, c'est que si le secteur hospitalier était prêt à faire face à une pandémie, car il y avait des process qui étaient déjà en place, ce n'était pas le cas dans d'autres secteurs. Les maisons de repos, et de manière générale toutes les structures qui travaillent autour de l'humain, ont dû mettre en place des procédures rapidement. Dans le futur, il va falloir évaluer tout cela et mettre des choses en place.

Lire aussi : [Centres d'accueil en confinement : "Le personnel est à cran"](#)

Pendant cette crise, beaucoup de services non marchands ont été en première ligne, le secteur a pris de l'importance aux yeux du grand public. Le personnel a été fortement sollicité, ils ont parfois été infectés, certains sont décédés... C'est presque de l'ordre du trauma et ça entraîne dès aujourd'hui des questions autour de la santé au travail.

Une partie du secteur s'est sentie abandonnée par les pouvoirs publics, comme les maisons de repos par exemple. Une concertation entre le secteur associatif et les pouvoirs publics est vraiment nécessaire. Un apaisement doit avoir lieu.

Justement, dans un courrier adressé aux ministres-présidents, Bruxeo et UNIPSO appellent à la concertation, est-ce que vous avez été entendus ?

Bruno Gérard : En tant que coupole, on est en relation très régulière avec le pouvoir public. Mais certaines décisions, comme par exemple les visites dans les maisons de repos, ont été prises sans concertation. Ce n'est pas parfait.

L'aspect de l'urgence est plus ou moins en train d'être passé et maintenant les pouvoirs publics s'interrogent sur la relance. C'est important que le secteur soit considéré et entendu. Il y a beaucoup d'empathie de la part du citoyen et du politique, mais pour nous c'est important qu'on pense à un modèle de société plus durable, qui donne plus de place au secteur social pour la suite. Il ne s'agit pas seulement de sauver le système en relançant l'économie.

Pour le moment on n'a pas encore de vision claire sur ce que le gouvernement souhaite. À Bruxelles on nous a parlé d'une grande concertation économique et sociale qui n'a pas encore commencé. Pour le moment les coupoles comme Bruxeo [envoient leurs courriers](#), leurs recommandations.

Comment analysez-vous la réponse politique face à cette crise ?

Bruno Gérard : En termes d'anticipation il y a eu des manquements. On a mal anticipé les premiers échos de la Chine, puis de l'Italie.

Dans la réaction, à Bruxelles il y a rapidement eu des garanties pour les subventions que perçoivent les ASBL. Ça a été une réponse positive et rapide. Puis il y a eu le fond spécifique coronavirus pour compenser les coûts et les pertes de recette. C'était très positif mais ça a souligné encore une fois le morcellement institutionnel. Ces mesures concernent les structures qui dépendaient de la Cocom ou de la Cocof mais [pas les ASBL non agréées](#) par exemple.

De plus, c'est une première réponse qui a été donnée il y a 2 mois, avec des montants à la grande louche et pour une période donnée. Maintenant l'aide financière doit continuer.

Aujourd'hui quelles sont les priorités pour les ASBL ?

Dominique Van de Sype : Aujourd'hui, la priorité c'est de gérer le déconfinement avec les procédures et le matériel. Ce qui est beaucoup plus complexe que le confinement. Si dans les mois qui viennent il y a un rebond de l'épidémie, le personnel qui a été mis sous pression et qui est en bout de souffle sera-t-il prêt ? Sera-t-il soutenu ? Il faut se préparer à ce rebond en soutenant les travailleurs.

Bruno Gérard : De manière urgente, il reste des questions liées au matériel de protection et des tests. Par exemple, dans le secteur ambulatoire aucun test n'est prévu.

Aussi, il faut des directives très claires sur la mise en place pratique de la reprise du travail, que ce soit d'un point de vue logistique mais aussi sur les questions de responsabilité. Si un travailleur ou un résident est contaminé, est-ce qu'il va être testé ? Sachant que les infrastructures de nombreuses ASBL sont vieillottes ou n'ont pas beaucoup d'espace, les gens sont parfois entassés.

À Bruxelles, Iriscare est chargé de la distribution du matériel selon des priorités. Ils ont un gros stock de masques mais ce sont des masques chirurgicaux surtout. En ce qui concerne les plexiglas, Iriscare a encore du mal à s'en procurer.

Lire aussi : [Masques et gel : les ASBL vont devoir se débrouiller](#)

Ensuite, la question des pertes de recette est encore super importante. On a beaucoup entendu le [secteur culturel](#) mais il y a d'autres secteurs où la part des usagers est aussi importante (les crèches, les maisons de repos, etc.) donc il faudra plus d'aides de la part des pouvoirs publics.

Lire aussi : [Une pétition pour sauver crèches privées et accueillantes autonomes](#)

Enfin, avec cette crise, il y a toute une série de besoins sociaux, qui sont encore en partie cachés, qui vont ressortir. Encore une fois, le secteur non marchand sera en première ligne pour y répondre. À moyen et long termes les chiffres du chômage vont décliner et l'insertion professionnelle aura un rôle à jouer. De plus en plus de personnes vont également aller vers les CPAS. Il a aussi tout l'aspect santé mentale lié à la crise pour les travailleurs et la population en général. Les problèmes de violence envers les femmes et les enfants...

Et à plus long terme ?

Dominique Van de Sype : Les défis sont ceux qu'on a déjà soulignés auparavant, avant les élections notamment. On a une qualité de performance et il faut la préserver. Le non

marchand est économique, il est partagé, il faut aller vers encore moins d'inégalités, et avoir une approche environnementale.

Bruno Gérard : À long terme, c'est important de penser à un plan d'investissement pour les structures. Il faut regarder l'état de l'offre des services, voir où il y a déjà des pénuries. Jusqu'à maintenant la politique de la santé était principalement budgétaire. Maintenant il faut penser à une politique sociosanitaire et pas seulement budgétaire.

